

Pendant les vacances parlementaires, le très honorable premier ministre et certains de ses collègues ont, d'une manière à laquelle je ne trouve pas à redire, exprimé l'avis que le règne britannique, tel qu'il existe de nos jours, devrait être modifié de façon à permettre aux dominions de se prononcer sur toutes les questions de paix et de guerre. Si j'en fais mention aujourd'hui ce n'est pas que je me propose d'entamer sur-le-champ une discussion à ce sujet, bien, qu'il prête fortement à la critique, d'abord, du point de vue des autorités impériales qui ont, plus d'une fois, dans ces derniers temps, exprimé l'avis que cette doctrine est dangereuse, et aussi du point de vue des dominions qui, s'ils s'arrogent un tel pouvoir, devraient aussi assumer de très lourds fardeaux en temps de paix comme en temps de guerre. Mais je le répète, je ne veux pas entamer une discussion en ce moment. La tâche qui nous est imposée est assez lourde sans que nous l'augmentions par l'introduction de nouveaux problèmes qui, outre qu'ils prêteraient à la discussion, ne seraient pas de mise à l'heure actuelle. Un jour la paix sera rétablie, et il sera temps de discuter ces problèmes et plusieurs autres que devront résoudre tous ceux qui appartiennent à l'empire britannique. Dans l'intervalle, je ne puis croire qu'on puisse imaginer ou prescrire une forme de gouvernement, applicable aux nations qui sont sous la tutelle de l'Angleterre, qui ait autant de grandeur, en qui insuffle autant de patriotisme que la conduite des dominions par tout le globe—l'acte volontaire et spontané—qui se sont rangés aux côtés de l'Angleterre à l'heure de l'épreuve.

La conscription n'a jamais été vue d'un bon oeil dans les Îles-Britanniques. L'esprit du peuple anglais n'a jamais pu tolérer l'idée d'avoir recours aux prescriptions de la loi pour remplir les cadres de l'armée. L'Angleterre est la moins militariste des nations de l'Europe. Elle a depuis longtemps renoncé à la manie des conquêtes qui est le fléau de tant de nations puissantes et qui pourra être la source de la ruine de l'Allemagne.

Elle n'a jamais pris l'offensive depuis la guerre de sept ans, et pendant que les grandes puissances continentales consacraient leurs forces, leurs richesses et leurs efforts aux armements et aux préparatifs militaires, pendant qu'elles détournaient la moyenne partie des jeunes gens parvenus à la maturité d'un travail productif pour la confiner dans des camps et des casernes, l'Angleterre n'a jamais obligé un de ses

sujets à entrer dans l'armée. Elle a tenu tous ses habitants occupés à produire et à entasser si bien que lorsqu'elle a été contrainte à la guerre—et c'est à dessein que je dis contrainte—si ses armées n'étaient pas nombreuses comparées aux armées continentales, leur veillance sur le champ de bataille ne lui a jamais fait regretter de s'en tenir au service militaire volontaire. Elle a pu, grâce à ces richesses, fournir des fonds à l'Europe entière lors des luttes les plus gigantesques, même contre Napoléon, si bien qu'en général elle est sortie victorieuse de la mêlée.

Il y a lieu de supposer que la contrainte exercée sur les états aurait le même résultat que la contrainte à l'égard des particuliers et on est encore plus forcé à espérer qu'après la victoire—ça nous ne doutons pas de l'issue victorieuse de la guerre—il y aura parmi les peuples civilisés une tentative de mettre fin aux armements et d'assurer une ère de paix durable.

Permettez-moi de redire que la présente guerre est une lutte entre la liberté et le despotisme dans ce conflit, les autres se sont jetés avec toute l'énergie dont ils étaient capables, et tous les sujets du roi en ce pays ont fait leur part, je le crois, et sont prêts à faire encore plus pour atteindre le but.

Le discours du trône ne traite que la question de la guerre. Il ne mentionne pas autre chose. Il se borne à dire :

Mes conseillers soumettront à votre étude des mesures rendues nécessaires pour la participation du Canada à la grande tâche que notre empire a entreprise dans cette guerre.

Le premier ministre a déjà inscrit au Feuilleton un avis de motion tendant à fournir à cette fin une somme de \$100,000,000. Qu'il me soit permis de dire sans tarder que la gauche, que la loyale opposition de Sa Majesté, a tracé son attitude au début des hostilités, lorsqu'elle a déclaré qu'elle appuierait les mesures du Gouvernement relativement à la guerre. Nous avons compris qu'il était de notre devoir de ne rien faire pour embarrasser le ministère; qu'au contraire, nous étions tenus de mettre tout en œuvre pour lui faciliter sa tâche, la lourde tâche qu'ont à accomplir ceux auxquels la population canadienne a dans le moment confié ses destinées. Ce principe nous a constamment guidés, et nous sommes encore prêts à nous y conformer. Nous répondons à l'appel de Son Altesse royale en février avec les mêmes sentiments qui nous animaient au mois d'août dernier. Nous sommes prêts à accorder au ministère, à ceux qui dans le moment